



Bergère (Marc), Le Bihan (Jean), *Fonctionnaires dans la tourmente. Épurations administratives et transitions politiques à l'époque contemporaine*

Genève, Georg, 2009, 299 pp., ISBN 978 2 8257 0976 4

Jonas Champion



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1205>

DOI : 10.4000/chs.1205

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 137-139

ISBN : 978-2-600-01470-0

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Jonas Champion, « Bergère (Marc), Le Bihan (Jean), *Fonctionnaires dans la tourmente. Épurations administratives et transitions politiques à l'époque contemporaine* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 14, n°2 | 2010, mis en ligne le , consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1205> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1205>

Bergère (Marc), Le Bihan (Jean), *Fonctionnaires dans la tourmente. Épurations administratives et transitions politiques à l'époque contemporaine*, Genève, Georg, 2009, 299 pp., ISBN 978 2 8257 0976 4

Placé sous la direction de Marc Bergère et de Jean Le Bihan de l'Université de Rennes II, ce travail collectif se situe au carrefour de deux historiographies en fort développement ces dernières décennies : celle des fonctionnaires d'une part, des épurations administratives de l'autre. Plus précisément, ce recueil a pour ambition – rencontrée, précisons-le d'emblée – de réfléchir aux « fonctionnaires dans la tourmente ». À ce propos, il serait peut-être opportun d'utiliser ce dernier substantif au pluriel, tant les fonctionnaires se retrouvent confrontés, de par leurs fonctions, aux conséquences des différentes tempêtes que sont les guerres, les révolutions, les occupations et transitions politiques. Pourtant, le singulier se justifie au regard du dénominateur commun de ces situations : à savoir, l'exacerbation de relations parfois compliquées entre les fonctionnaires, par définition inscrits dans une permanence du service de l'État, et leurs autorités politiques qui elles, ne bénéficient pas de cette stabilité.

Comme le précise son sous-titre, le travail coordonné par Marc Bergère et Jean Le Bihan entend comprendre la situation des serviteurs de l'État face aux épurations administratives et aux transitions politiques survenues en France depuis la Révolution. Par la longue durée adoptée, la situation des fonctionnaires est confrontée aux prismes de processus « violents » mais aussi, de processus beaucoup plus « policés ». Si l'espace français occupe le cœur du propos (avec les contributions de Serge Bianchi, Arnaud-Dominique Houte, Alain Bancaud, Emmanuel Bellanger et Pierre Karila-Cohen), les perspectives internationales ne sont pas oubliées, avec un article de Valéria Galimi relative à l'épuration des préfets italiens après la chute du fascisme et une analyse de Marie-Bénédicte Vincent sur la « longue durée de la fonction publique professionnelle » en Allemagne, d'une guerre à l'autre. La richesse de l'introduction et de la conclusion³ constitue également un appel à l'élargissement

³ Cfr. *infra*.

géographique des recherches, à l'ouverture de chantiers comparatifs, ou à la multiplication des approches professionnelles.

Car, et nous ne faisons là que répéter un constat ancien, c'est dans la confrontation des expériences et des histoires nationales que se situent les développements futurs de la recherche sur les relations ambiguës des fonctionnaires à la chose politique. En croisant les situations nationales, le lent « mouvement vers la neutralité politique » du service de l'État, que traversent des phénomènes de « repolitisation conjoncturelle »⁴ pourra être mieux compris, et permettra d'achever, en corollaire, la redéfinition de ce concept polymorphe d'épuration administrative.

Pour résumer notre pensée, nous affirmons que les titre et sous-titre de cette initiative éditoriale en soulignent les intérêts multiples. Rappelons d'abord que « Fonctionnaires dans la tourmente » constitue la première synthèse collective d'ampleur sur la notion d'épuration administrative qui soit parue depuis 1977⁵. Or, cet exercice de synthèse devenait plus que nécessaire au vu du foisonnement récent d'approches monographiques sur cette question (certes pour la Seconde Guerre mondiale, mais plus largement pour l'ensemble de la période contemporaine), des nouvelles ressources archivistiques disponibles ou du changement de génération des chercheurs qui a ouvert de nouveaux questionnements... Enfin, largement discuté et mis en lumière par les contributeurs, le renouvellement épistémologique de la notion d'épuration administrative, confrontée à celle de transition politique qu'éclairent les bouleversements géopolitiques des trente dernières années (Afrique du Sud, Europe de l'Est notamment), constitue sans doute la dernière, et non la moindre, des raisons justifiant l'intérêt du travail.

Dans une lecture transversale, les contributions publiées ont l'immense mérite de dresser un tableau pluriel des relations entre fonctionnaires et autorités politiques. Les focales qu'offrent la variété des périodes et événements considérés, des identités professionnelles abordées (préfets, employés municipaux, gendarmes ou magistrats), ou des niveaux d'échelle étudiés (de l'histoire individuelle et biographique aux approches locales ou collectives) ouvrent autant de portes, qui permettent de mieux comprendre les tenants et aboutissants de la confrontation des fonctionnaires aux aléas de la vie politique. Relevons notamment la délicate question de la « normalité » du travail à fournir lorsque légalité et légitimité se brouillent ; la difficile définition du loyalisme, à la frontière des droits et devoirs dans le service de la chose publique ; la mise en lumière des temporalités propres aux phénomènes épuratoires et/ou de réintégration ou, au delà des seules continuités et ruptures, les jeux de concurrence et de complémentarité qui entourent la mise en œuvre des mesures épuratoires et les évolutions de personnels qui en découlent. Dans cette optique, apparaissent en filigrane les multiples stratégies des individus, des corps et des politiques face aux enjeux de carrière, de pouvoir, ou aux réalités économiques et sociales que sous-tendent les épurations internes et les changements de régime. Enfin, la mise en évidence de la diversité des échelles de peines (des sanctions financières aux retards de carrière, de l'exclusion pure et simple des corps à la relégation sur une « voie de garage »), illustre la difficile définition de l'épuration administrative en tant que phénomène semi-public, qui ne dit pas toujours son nom. Il en

⁴ Marc Bergère et Jean Le Bihan, *Épurations administratives et transitions politiques en France à l'époque contemporaine*, p. 20.

⁵ Paul Gerbrod et al., *Les épurations administratives XIX^e et XX^e siècles*, Genève, Droz, 1977.

découle une diversité de perception et d'acceptation des épurations menées, tant pour les agents concernés, que pour leurs collègues non-épurés, les décideurs ou les administrés. Avec nuances, cette variété est soulignée à différentes reprises dans le volume.

Certes, comme le remarquent d'ailleurs Marc Bergère et Jean Le Bihan dans leur introduction, certaines problématiques auraient mérité de plus amples développements. En écho à leur réflexion, nous pensons aux violences – physiques ou symboliques – qui frappent les agents publics, dans le cadre de leur fonction, en périodes de transition politique. De par leur volonté de contester les fonctions publiques exercées par les fonctionnaires, ces violences constituent bien évidemment un pan important, parfois moteur, parfois consécutif, aux procédures et sanctions administratives. Plus largement, il convient sans doute d'insister davantage sur l'articulation qu'il peut exister entre les différents registres épuratoires. De quelle manière les procédures, pénales, populaires ou administratives, qui parcourent les corps de fonctionnaires lors des transitions politiques sont-elles en concurrence ou complémentaires ?

Enfin, il est utile de revenir sur les stimulantes mises en perspective offertes par les textes introductif (Marc Bergère et Jean Le Bihan) et conclusif (Marc-Olivier Baruch). Ces deux contributions constituent d'abord une remise en perspective réussie des sept approches monographiques proposées. Plus largement, elles offrent un bilan détaillé des recherches menées jusqu'à ce jour, et des chantiers qu'il reste encore à explorer. La conjonction de l'expertise, notamment transpériode, développée depuis des années par ces trois auteurs prend ici toute son acuité. Par conséquent, ces deux contributions constituent des fondations mais aussi des finitions indispensables, à tout chercheur qu'intéresse le devenir des fonctionnaires européens dans des contextes politiques troublés. Relisant dans une perspective de longue durée l'histoire des épurations et de leurs enjeux, ainsi que l'histoire des logiques administratives, ces deux articles constituent, à l'image de l'intérêt de l'ensemble de cette initiative éditoriale, des contributions incontournables à la connaissance de l'historiographie du service de l'État.

Jonas Campion
Université catholique de Louvain
Centre d'histoire du droit et de la justice
Jonas.Campion@uclouvain.be